

5. DEPENSES		(En milliers de francs — In duizendtallen franken)		5. UITGAVEN	
Art.	LIBELLES	1988		TEKSTEN	Art.
		Par article Per artikel	Total Totaal		
06	Installations téléphoniques privées :			Installaties privé-telefoon :	06
	a) Acquisitions nouvelles	200		a) Nieuwe aankopen.	
07	Bibliothèque	200		Bibliotheek	07
	Totaux pour le chapitre 55		17 900	Totalen voor hoofdstuk 55.	
	CHAPITRE 56			HOOFDSTUK 56	
560.03	Remboursement d'avaries	50 000		Terugbetaling van voorschotten.	560.03
	Totaux pour le chapitre 56		50 000	Totalen voor hoofdstuk 56.	
	Totaux pour les dépenses propres		1 273 900	Totalen voor de eigen uitgaven.	
	CHAPITRE 59			HOOFDSTUK 59	
	DEPENSES POUR ORDRE			UITGAVEN VOOR ORDE	
590.03	Affectation des fonds en souffrance....	200		Aanwending van liggende gelden.....	590.03
	Totaux pour le chapitre 59		200	Totalen voor hoofdstuk 59.	
	Totaux pour les dépenses		1 274 100	Totalen voor de uitgaven.	

MINISTERE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 89 — 1763

11 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment l'article 24bis, inséré par l'arrêté royal du 5 avril 1976 et modifié par les arrêtés royaux des 14 mai 1981, 20 septembre 1984, 8 août 1986 et 20 février 1989 et l'article 35, modifié par les arrêtés royaux des 3 décembre 1970, 21 décembre 1970, 12 mai 1972, 11 août 1972, 17 août 1973, 25 novembre 1974, 5 avril 1976, 12 juillet 1976, 30 décembre 1982, 20 septembre 1984, 21 mars 1985, 8 août 1986 et 8 décembre 1986;

Vu l'arrêté royal n° 50 précité, notamment l'article 54;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les mesures prises par cet arrêté doivent être publiées sans délai parce que les personnes intéressées doivent d'urgence être informées de leur situation en matière de pension;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 24bis de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés inséré par l'arrêté

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 89 — 1763

11 SEPTEMBER 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 24bis, ingevoegd door het koninklijk besluit van 5 april 1976 en gewijzigd door de koninklijke besluiten van 14 mei 1981, 20 september 1984, 8 augustus 1986 en 20 februari 1989 en op artikel 35, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 december 1970, 21 december 1970, 12 mei 1972, 11 augustus 1972, 17 augustus 1973, 25 november 1974, 5 april 1976, 12 juli 1976, 30 december 1982, 20 september 1984, 21 maart 1985, 8 augustus 1986 en 8 december 1986;

Gelet op voornoemd koninklijk besluit nr. 50, inzonderheid op artikel 54;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de maatregelen die met dit besluit worden genomen zonder verwijl moeten worden bekendgemaakt omdat de betrokken personen dringend over hun pensioentoestand moeten worden ingelicht;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten wij :

Artikel 1. In artikel 24bis van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers,

royal du 5 avril 1976 et modifié par les arrêtés royaux des 14 mai 1981, 20 septembre 1984, 8 août 1986 et 20 février 1989, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Par dérogation aux alinéas précédents il est tenu compte pour les périodes qui sont assimilées conformément à l'article 35, § 3 :

1° pour chaque année d'occupation antérieure du 1er janvier 1955, d'une rémunération fictive égale à la rémunération prise en considération pour une occupation comme travailleur salarié en vertu de l'article 9bis, 1°, de l'arrêté royal n° 50;

2° pour chaque année d'occupation postérieure au 31 décembre 1954, d'une rémunération fictive égale aux rémunérations brutes inscrites au compte individuel du travailleur salarié, limité, le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 7, alinéa 3 de l'arrêté n° 50, et aux rémunérations fictives ou forfaitaires qui peuvent être prises en considération pour le calcul de sa pension comme travailleur salarié. »

Art. 2. A l'article 35 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 3 décembre 1970, 21 décembre 1970, 12 mai 1972, 11 août 1972, 17 août 1973, 25 novembre 1974, 5 avril 1976, 12 juillet 1976, 30 décembre 1982, 20 septembre 1984, 21 mars 1985, 8 août 1986 et 8 décembre 1986 sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1er, alinéa 1er, A, l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« La reprise d'une activité dans une entreprise visée à l'article 3, alinéa 1er, 3°, pendant une période n'excédant pas trois mois ou l'exercice d'une activité comme travailleur indépendant pendant une période n'excédant pas six ans, ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de l'alinéa précédent. »

2° L'article est complété par le paragraphe suivant :

« § 3. Pour le calcul conformément aux règles spéciales visées au § 1er, alinéa 1er, de la pension du travailleur salarié auquel s'applique l'arrêté royal du 20 juillet 1989, rendant obligatoire la convention collective de travail du 12 juillet 1989 conclue au sein de la Commission nationale mixte des mines relative aux mesures d'accompagnement pour l'entreprise charbonnière du Bassin campinois, est assimilée à des périodes de travail dans l'entreprise précitée, la période située entre la date à laquelle il a cessé le travail dans cette entreprise et le 31 décembre 1986 pour autant que soient versées à l'Office national des pensions les cotisations patronales et personnelles qui étaient dues s'il avait continué à travailler comme ouvrier mineur.

Pour le travailleur salarié visé à l'alinéa précédent qui prouve au plus tard le 31 décembre 1986 au moins dix années d'occupation habituelle et en ordre principal dans les entreprises visées à l'article 3, alinéa 1er, 3°, a), sont assimilées à des périodes de travail comme mineur, les périodes qu'il a accomplies, préalablement ou alternativement avec une activité comme mineur, en qualité d'ouvrier ou d'employé.

Les périodes visées à l'alinéa précédent sont assimilées à des périodes de travail au fond, à des périodes de travail à la surface ou à des périodes de travail dans une ou plusieurs des qualités visées à l'article 3, alinéa 5, selon que l'intéressé, au moment de son engagement suivant dans les entreprises précitées ait été occupé au fond, à la surface ou dans une des qualités précitées.

La durée totale des périodes visées à l'alinéa 2 qui sont assimilées à des périodes de travail au fond est limitée à la différence entre vingt années civiles et la durée totale des périodes d'occupation au fond prouvées pour les mêmes années civiles. Les années civiles les plus avantageuses sont prises en considération.

La durée totale des périodes visées à l'alinéa 2 qui sont assimilées à des périodes de travail au fond et à des périodes de travail dans une ou plusieurs des qualités visées à l'article 3, alinéa 5, est limitée à la différence entre vingt années civiles et la durée totale des périodes d'occupation au fond et dans une ou plusieurs des qualités précitées prouvées pour les mêmes années civiles. Les années civiles les plus avantageuses sont prises en considération.

La durée totale des périodes visées à l'alinéa 2 qui sont assimilées à des périodes de travail au fond, à la surface et dans une ou plusieurs des qualités visées à l'article 3, alinéa 5, est limitée à la différence entre vingt-cinq années civiles et la durée totale des périodes d'occupation au fond, à la surface et dans une ou plusieurs des qualités précitées prouvées pour les mêmes années civiles. Les années civiles les plus avantageuses sont prises en considération.

ingevoged door het koninklijk besluit van 5 april 1976 en gewijzigd door de koninklijke besluiten van 14 mei 1981, 20 september 1984, 8 augustus 1986 en 20 februari 1989, wordt tussen het derde en het vierde lid het volgende lid ingevoged :

« In afwijking van de voorgaande leden wordt voor de tijdvakken die overeenkomstig de bepalingen van artikel 35, § 3, worden gelijk gesteld, rekening gehouden :

1° voor elk jaar tewerkstelling vóór 1 januari 1955, met een fictief loon dat gelijk is aan het loon dat krachtens artikel 9bis, 1°, van het koninklijk besluit nr. 50 voor een tewerkstelling als werknemer in aanmerking wordt genomen;

2° voor elk jaar van tewerkstelling na 31 december 1954, met een fictief loon dat gelijk is aan de brutolonen die op de individuele rekening van de werknemer zijn ingeschreven en die, in voorkomend geval, overeenkomstig de bepalingen van artikel 7, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 50 worden begrensd, en aan de fictieve of forfaitaire lonen die voor de berekening van zijn pensioen als werknemer in aanmerking kunnen worden genomen. »

Art. 2. In artikel 35 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 december 1970, 21 december 1970, 12 mei 1972, 11 augustus 1972, 17 augustus 1973, 25 november 1974, 5 april 1976, 12 juli 1976, 30 december 1982, 20 september 1984, 21 maart 1985, 8 augustus 1986 en 8 december 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, A, wordt het derde lid vervangen door het volgende lid :

« Het hernemen van een activiteit in een in artikel 3, eerste lid, 3°, bedoelde onderneming tijdens een termijn die drie maanden niet overtreft of de uitoefening van een activiteit als zelfstandige tijdens een termijn die zes jaar niet overtreft verhindert de toepassing niet van de bepalingen van het vorig lid. »

2° Het artikel wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 2. Voor de berekening volgens de bijzondere regels bedoeld in § 1, eerste lid, van het pensioen van de werknemer die onder toepassing valt van het koninklijk besluit van 20 juli 1989, waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 juli 1989, gesloten in de Nationale Gemengde Mijncommissie betreffende de begeleidingsmaatregelen voor de steenkolenonderneming van het Kempens bekken, wordt met arbeidsperioden in voornoemde onderneming gelijkgesteld de periode gelegen tussen de datum waarop hij het werk in die onderneming heeft stopgezet en 31 december 1986, voor zover bij de Rijksdienst voor pensioenen de werkgevers- en werknemersbijdragen worden betaald die verschuldigd zouden zijn indien hij als mijnwerker was blijven voortwerken.

Voor de in het vorig lid bedoelde werknemer die uiterlijk op 31 december 1986 tenminste tien jaar gewoontelijke en hoofdzakelijke tewerkstelling in de in artikel 3, eerste lid, 3°, a), bedoelde ondernemingen bewijst worden met arbeidsperioden als mijnwerker gelijk gesteld, de perioden die hij in hoedanigheid van arbeider of van bediende voorafgaandelijk aan of afwisselend met een activiteit als mijnwerker heeft volbracht.

De in het vorig lid bedoelde perioden worden gelijkgesteld met arbeidsperioden in de ondergrond, met arbeidsperioden op de bovengrond of met arbeidsperioden in één of meer der hoedanigheden bedoeld in artikel 3, vijfde lid, naargelang de betrokkene op het ogenblik van een daaropvolgende indiensttreding in vermeldde ondernemingen, in de ondergrond, op de bovengrond of in één der vermeldde hoedanigheden werd tewerkgesteld.

De totale duur van de in het tweede lid bedoelde perioden die met arbeidsperioden in de ondergrond worden gelijkgesteld wordt beperkt tot het verschil tussen twintig kalenderjaren en de totale duur van de voor diezelfde kalenderjaren bewezen tijdvakken van tewerkstelling in de ondergrond. De voordeligste kalenderjaren worden in aanmerking genomen.

De totale duur van de in het tweede lid bedoelde perioden die met arbeidsperioden in de ondergrond en met arbeidsperioden in één of meer der in artikel 3, vijfde lid, bedoelde hoedanigheden worden gelijkgesteld wordt beperkt tot het verschil tussen twintig kalenderjaren en de totale duur van de voor diezelfde kalenderjaren bewezen tijdvakken van tewerkstelling in de ondergrond en in één of meer van vermeldde hoedanigheden. De voordeligste kalenderjaren worden in aanmerking genomen.

De totale duur van de in het tweede lid bedoelde perioden die met arbeidsperioden in de ondergrond, op de bovengrond en in één of meer der in artikel 3, vijfde lid, bedoelde hoedanigheden worden gelijkgesteld wordt beperkt tot het verschil tussen vijftig kalenderjaren en de totale duur van de voor diezelfde kalenderjaren bewezen tijdvakken van tewerkstelling in de ondergrond, op de bovengrond en in één of meer van vermeldde hoedanigheden. De voordeligste kalenderjaren worden in aanmerking genomen.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 4 juillet 1989.

Art. 4. Notre Ministre des Pensions et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Donné à Bruxelles, le 11 septembre 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre des Pensions,
A. VAN DER BIEST

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
Mme L. DETIEGE

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 89 — 1764

19 JUILLET 1989. — Arrêté ministériel exonérant les spécialités Riopan, comprimés à 400 mg et gel à 800 mg, de la prescription médicale

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,
Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, modifiée par la loi du 21 juin 1983, notamment l'article 6, alinéa 3;

Vu l'avis de la Commission des Médicaments,

Arrête.

Article 1er. La délivrance des spécialités pharmaceutiques Riopan, comprimés à 400 mg et gel à 800 mg, n'est plus soumise à prescription médicale.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 juillet 1989.

R. DELIZEE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

F. 89 — 1765

14 AOUT 1989. — Arrêté royal relatif au lait et instituant un contrôle officiel de la qualité du lait fourni aux acheteurs

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par la loi du 11 avril 1983, notamment l'article 3;

Vu la loi du 15 janvier 1938 relative à la création d'un Office national du lait et de ses dérivés;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1938 instituant un Office national du lait et des dérivés;

Vu le règlement (CEE) n° 1411/71 du Conseil, du 20 juin 1971, établissant les règles complémentaires de l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers en ce qui concerne le lait destiné à la consommation humaine, notamment l'article 5;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard des mesures en matière de la qualité du lait résulte de l'obligation d'adapter la réglementation aux conditions de marché modifiées et de rendre cette réglementation conforme à la directive 85/397/CEE du Conseil du 5 août 1985 concernant les problèmes sanitaires et de police sanitaire lors d'échanges intracommunautaires de lait traité thermiquement.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang op 4 juli 1989.

Art. 4. Onze Minister van Pensioenen en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 september 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Pensioenen,
A. VAN DER BIEST

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
Mevr. L. DETIEGE

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU**

N. 89 — 1764

19 JULI 1989. — Ministerieel besluit waardoor de specialiteiten Riopan, tabletten aan 400 mg en gel aan 800 mg, van het geneeskundig voorschrift vrijgesteld worden

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,
Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, gewijzigd door de wet van 21 juni 1983, inzonderheid artikel 6, alinea 3;
Gelet op het advies van de Geneesmiddelencommissie,

Besluit :

Artikel 1. De aflevering van de farmaceutische specialiteiten Riopan, tabletten aan 400 mg en gel aan 800 mg, is niet meer aan een geneeskundig voorschrift onderworpen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Brussel, 19 juli 1989.

R. DELIZEE

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 89 — 1765

14 AUGUSTUS 1989. — Koninklijk besluit betreffende melk en tot instelling van een officiële kwaliteitscontrole van melk geleverd aan kopers

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevissertijproducten, gewijzigd bij de wet van 11 april 1983, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de Wet van 15 januari 1938 betreffende de oprichting van een Nationale Zuiveldienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1938 tot instelling van een Nationale Zuiveldienst;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 1411/71 van de Raad van 29 juni 1971 houdende aanvullende voorschriften voor de gemeenschappelijke ordening der markten in de sector melk en zuivelproducten met betrekking tot melk bestemd voor menselijke consumptie, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld maatregelen te nemen met betrekking tot de melkqualiteit voortvloeit uit de verplichting de reglementering aan te passen aan de gewijzigde marktomstandigheden en deze reglementering aan te passen aan richtlijn 85/397/EEG van de Raad van 5 augustus 1985 inzake hygiënische en veterinairerechtelijke problemen bij het intracommunautaire handelsverkeer in warmtebehandelde melk;